

Impôt sur le revenu

des solutions qu'ont d'abord préconisées les ministériels—débarrassons-nous des formulaires et nous connaissons la prospérité, et d'après l'opposition officielle, améliorons les services postaux comme second moyen d'assurer la prospérité aux petites entreprises—il faut alors se poser des questions sur le jugement de porte-parole aussi bien intentionnés.

Je ne suis habituellement pas un tenant de la théorie dite de la «main invisible» d'Adam Smith, sauf quand je regarde ce que fait le gouvernement actuel. Alors, je le deviens presque. J'ai parfois idée qu'aucune main au gouvernail du navire de l'État n'aurait pu faire autant de mal que n'en ont fait dans le genre de crise que nous affrontons aujourd'hui les politiques aberrantes que s'entête à appliquer le gouvernement actuel.

● (2207)

Quand je regarde le ministre des Finances (M. Chrétien), je n'ai pas envie d'être méchant avec lui. C'est un très brave type, aimé de tout le monde. Il a sûrement de bonnes intentions. Je le plains, comme j'ai plaint son prédécesseur. Quel coup bas à faire à un chic type que de le placer aux finances, pour qu'il se dépatouille avec les conséquences des politiques insensées que le gouvernement a appliquées par le passé. Pour l'instant, il ne s'en tire pas trop mal.

Il est nouveau à son poste. L'opinion semble bien disposée à croire qu'il arrivera peut-être à quelque chose, là où les autres ont échoué. Ce ministère a été le Waterloo de plus d'un ministre. Il y en a un qui a pris la porte carrément. L'autre a décidé que le temps était venu de s'occuper de sa famille. Ce n'est pas moi qui le lui reprocherai.

Je ne vois pas bien où va finir le ministre actuel. Il a refusé la direction des libéraux québécois. Peut-être qu'après quelques mois de fonctions aux finances il se sentira une envie folle d'aller les diriger, ses libéraux québécois. De toute façon, nous lui souhaitons bonne chance. Mais nous ne voulons pas être méchants. Nous savons que les temps sont durs au Canada comme dans le reste du monde occidental. Nous ne disons pas que le gouvernement en est le seul responsable.

Ce qu'il est permis de critiquer, ce n'est pas l'absence de miracle. Avec l'ancien budget, le nouveau mini-budget, est mal combiné et n'aura pas de bons résultats. Il risque même de faire beaucoup de tort. Donc, peu me chaut que nous l'adoptions ou pas. Je pense même que la plus grande faveur à faire au pays serait de bloquer son adoption. Malheureusement, il passera quand même. Et je répète qu'il est dangereux et nuisible.

Le malheur c'est qu'on ne le comprenne pas tout à fait. De temps à autre, le ministre nous sort une demi-vérité. L'autre jour, il nous a reproché d'épargner peut-être trop, mais il n'est pas allé plus loin. D'accord, nous épargnons trop. Mais c'est la faute de qui? Du gouvernement bien sûr.

Qui donc a présenté les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les encouragements à l'épargne, les allocations de dépréciation, et les plans de tous genres de remise de 5 p. 100? Qui donc maintient cette politique? Tous ces programmes visent à encourager l'épargne. Cependant, le ministre nous dit que nous mettons trop d'argent de côté. Je pense comme lui. A telle enseigne que nous allons bientôt aboutir à une crise.

Que fait donc le ministre à ce sujet? Intervient-il au niveau du budget? Ce ne sont pas les pauvres qui bénéficient des régimes enregistrés d'épargne-retraite. Ce sont surtout les gens

[M. Saltsman.]

aisés, les gens de la classe moyenne et les riches qui en profitent.

Les entreprises disposent de plus d'épargnes qu'elles n'en ont besoin. Elles ne savent plus où investir. Alors, pourquoi ne pas mettre de l'argent de côté? Elles ne peuvent pas le dépenser. Il y a une limite à ce qu'une personne peut dépenser pour manger, pour s'acheter des voitures et des machines à laver. Par contre, ceux qui ont besoin d'argent n'en ont pas. Même les dégrèvements fiscaux envisagés sont destinés à ceux qui ont des revenus imposables.

Que dire de ceux qui n'ont pas de revenu imposable? Voilà la grande dichotomie, la raison pour laquelle nous ne pouvons sortir du pétrin. Ceux qui n'ont pas besoin de dépenser plus qu'ils ne font réalisent des économies. Ceux qui ont de grands besoins et qui dépenseraient l'argent, s'ils en avaient, ne retirent aucun bénéfice.

A moins de trouver le moyen de répartir les richesses plus équitablement entre les possédants et les démunis, ces réductions d'impôt ne stimuleront ni la consommation ni l'activité économique; elles gonfleront simplement les comptes en banque. Les banques ne peuvent même pas faire circuler plus d'argent.

Quelles seront les conséquences d'une telle situation? Qui va investir des capitaux? Pourquoi donner plus d'argent aux entreprises? Dans quoi vont-elles l'investir? A l'heure actuelle, elles n'utilisent leurs usines qu'à 80, 82 ou 83 p. 100 de leur capacité.

Une voix: Qu'elles se modernisent.

M. Saltsman: Nous avons des usines modernes. Le problème ne réside pas dans la modernisation. L'ennui c'est que nous n'avons personne pour acheter les biens. C'est la même situation à peu près qui s'est présentée dans le monde après la seconde guerre mondiale.

● (2212)

Ce qu'il nous faut, en deux mots, c'est un nouveau plan Marshall. Ou plutôt un plan Marshall pour nos pauvres à nous, et un plan Marshall pour le reste du monde. La civilisation occidentale est rassasiée et repliée sur elle-même. Si nous refusons d'assurer la redistribution des revenus au profit de notre propre population et des autres populations du monde, la civilisation occidentale risque d'avoir des ennuis sérieux. Nous ne sommes pas seuls en difficulté. Les Européens commencent à se faire une meilleure idée que nous de ce problème, et ils augmentent déjà le montant de leur aide étrangère. Ils savent que sans redistribution des revenus, ils vont se trouver dans de graves difficultés.

On nous demande dans l'intérêt du pays d'adopter le plus rapidement possible un budget qui ne fait pas la moindre mention de ces problèmes. Dans un éclair de vérité, le ministre admet que nous épargnons trop, mais il persiste à présenter des mesures qui vont augmenter l'épargne des entreprises et des personnes qui ont déjà des tas d'argent. Pis encore, il accommode son budget Big Mac à la mayonnaise. Je n'aime pas la mayonnaise sur un hamburger. A la sauce mayonnaise ou autrement, un hamburger reste un hamburger, et comme nourriture c'est malheureusement débilant.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je n'en mange jamais!